

F. 98 — 1662

[S - C - 98/29222]

21 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant, en ce qui concerne la Communauté française, l'arrêté royal du 5 juillet 1962 réglementant les combats et exhibitions de boxe ainsi que la pratique du sport de la boxe

Le Gouvernement de la Communauté française,

la loi du 31 mai 1958 réglementant les combats et exhibitions de boxe;

Vu l'Arrêté royal du 5 juillet 1962 réglementant les combats et exhibitions de boxe ainsi que la pratique du sport de la boxe, tel que modifié par l'Arrêté royal du 11 mai 1965, par l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 mai 1984 et par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 janvier 1996;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné, le 27 mai 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 septembre 1997;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en Plein air, donné le 14 octobre 1996;

Vu l'avis du Conseil de Coordination en matière de pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, donné le 22 octobre 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 19 janvier 1998;

Sur proposition de la Ministre-Présidente, chargée de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Un chapitre *1bis*, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 5 juillet 1962 réglementant les combats et exhibitions de boxe ainsi que la pratique du sport de la boxe :

« Chapitre *1bis*: Règles complémentaires concernant les pugilistes de sexe féminin ».

Article *6bis* :

§ 1^{er}. Sans préjudice des autres dispositions du présent arrêté royal qui s'appliquent également aux pugilistes de sexe féminin, le présent chapitre sera d'application lors de l'entraînement des boxeuses et lors des compétitions entre boxeuses.

§ 2. Les boxeuses professionnelles doivent porter un T-shirt à courtes manches. Elles doivent porter une protection du buste convenant parfaitement et qui n'entrave pas leur adresse compétitive.

Les femmes porteuses d'une prothèse en forme de poche ne pourront pas être déclarées aptes à la pratique de la boxe.

Les filets pour les cheveux, les barettes et les épingles à cheveux ne seront pas utilisés pour fixer les cheveux en dessous de la garde faciale pour les femmes. Les cheveux doivent être fixés à l'aide de bandeaux en caoutchouc ou autres. Une protection abdominale adéquate couvrant l'abdomen et la région pubienne est obligatoire.

Les gants pour la boxe féminine seront de 11 onces.

§ 3. L'organisateur d'événements mixtes veillera à tenir à disposition des locaux séparés pour les boxeuses lors du changement de vêtements, de la pesée et de l'examen médical.

Les boxeuses seront pesées en sous-vêtements, T-shirt et shorts.

§ 4. La durée des reprises de boxe féminine sera de deux minutes chacune.

Les boxeuses seront limitées à six combats par an à l'exclusion des championnats.

§ 5. Le panel des juges sera composé d'officiels du sexe féminin et/ou masculin.

§ 6. La boxe d'entraînement ou de combat entre femmes et hommes est strictement prohibée.

§ 7. Il sera mis fin au combat s'il se produit un des cas suivants : nez en sang, lacération, hématome ou contusion (meurtrissure).

§ 8. Toutes les boxeuses devront fournir un document délivré par le médecin de tutelle ou un laboratoire de biologie clinique établissant un résultat négatif de test de grossesse effectué au plus tôt quatre jours avant le combat.

Art. 2. L'article 3 alinéa 2 du même arrêté est complété comme suit :

« Lors de combats de boxe, il s'engage, en outre, à assurer la présence d'une ambulance médicalisée à proximité du lieu où se déroule ledit combat. »

Art. 3. L'article 6 du même arrêté est complété comme suit :

« e) Un casque dans la catégorie "amateurs". »

Art. 4. L'article 12, 4° du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Un scanner cérébral. »

Art. 5. L'article 12, 5° du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Un examen cardiologique comportant un électrocardiogramme de repos et un électrocardiogramme d'effort. »

Art. 6. L'article 14 § 1, alinéa 2, est complété comme suit :

« 4° Avoir présenté les résultats d'un test sérologique de dépistage de l'hépatite B :

- si le pugiliste présente des antigènes HBs négatifs et des anticorps HBs positifs, soit du fait d'une vaccination soit d'une contamination antérieure par le virus de l'hépatite B n'ayant pas entraîné de passage à la chronicité, il sera déclaré immunisé et pourra recevoir sa licence pour une période de deux ans;

- si le pugiliste présente des antigènes HBs négatifs et des anticorps HBs négatifs, il pourra recevoir sa licence pour une période de deux ans;

- si le pugiliste présente des antigènes HBs positifs, il devra fournir les résultats d'un dosage d'antigènes HBe;

Dans ce cas, la licence ne pourra être accordée au pugiliste que sous réserve de présenter un nouveau dosage d'antigènes HBe avant chaque combat; le pugiliste ne sera reconnu comme apte au combat que s'il est antigène HBe négatif.

5° Avoir présenté les résultats d'un test sérologique de dépistage de l'hépatite C.

Si le test se révèle positif, le pugiliste sera déclaré inapte à titre préventif pour une période de deux ans. »

Art. 7. L'article 19 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19 § 1^{er}. Le pugiliste qui a perdu un combat par abandon ne peut être autorisé à reprendre l'entraînement ou à faire fonction de partenaire d'entraînement ou à participer à un combat ou une exhibition de boxe pendant un délai de 14 jours à partir de la date du dernier combat.

Le pugiliste qui a perdu un combat par un knock-out ou un knock-out technique ne peut être autorisé à reprendre l'entraînement ou à faire fonction de partenaire d'entraînement ou à participer à un combat ou une exhibition de boxe pendant un délai de 30 jours à partir de la date du dernier combat.

Le pugiliste qui a perdu deux combats successifs par abandon, knock-out ou knock-out technique ne peut être autorisé à reprendre l'entraînement ou à faire fonction de partenaire d'entraînement ou à participer à un combat ou une exhibition de boxe pendant un délai de 60 jours à partir de la date du dernier combat.

S'il perd trois combats consécutifs, dans les mêmes circonstances, ce délai est porté à 6 mois à partir de la date du dernier combat.

§ 2. Après un combat de boxe, le pugiliste amateur ne peut participer à un nouveau combat sans respecter les délais, d'attente ci-après :

combat de 3 reprises au moins : 3 jours.

combat de 4 à 6 reprises : 6 jours.

Après un combat de boxe, le pugiliste professionnel ne peut participer à un nouveau combat sans respecter les délais d'attente ci-après:

combat de 4 ou 6 reprises : 6 jours

combat de 8 reprises : 10 jours

combat de 10 reprises : 13 jours

combat de 12 reprises : 20 jours.

Les délais d'attente visés aux alinéas 1 et 2 du présent paragraphe commencent à courir à partir du début de la soirée de boxe.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au moniteur belge.

Art. 9. Le Ministre ayant la Promotion de la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté

Bruxelles, le 21 avril 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Sport,
W. ANCION

—————
VERTALING

N. 98 — 1662

[S - C - 98/29222]

21 APRIL 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging, wat de Franse Gemeenschap betreft, van het koninklijk besluit van 5 juli 1962 houdende reglementering van de bokswedstrijden en -exhibities en van de beoefening van de bokssport

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 31 mei 1958 houdende reglementering van de bokswedstrijden en -exhibities;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1962 houdende reglementering van de bokswedstrijden en -exhibities en van de beoefening van de bokssport, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 mei 1965, het besluit van 10 mei 1984 van de Executieve van de Franse Gemeenschap en het besluit van 30 januari 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 mei 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 september 1997;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens, gegeven op 14 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Coördinatieraad voor de medisch verantwoorde sportbeoefening, gegeven op 22 oktober 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State van 19 januari 1998;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Gezondheidspromotie;
Gelet op de beraadslaging van 30 maart 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt in het koninklijk besluit van 5 juli 1962 houdende reglementering van de bokswedstrijden en -exhibities en van de beoefening van de bokssport een hoofdstuk *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk *1bis* : Bijkomende regels betreffende de bokkers van het vrouwelijk geslacht. »

Artikel *6bis* :

§ 1. Onverminderd de overige bepalingen van dit koninklijk besluit, die eveneens van toepassing zijn op de bokkers van het vrouwelijk geslacht, is dit hoofdstuk van toepassing tijdens de training en de competities van de bokkers van het vrouwelijk geslacht.

§ 2. De beroepsbokkers van het vrouwelijk geslacht zijn verplicht een T-shirt met korte mouwen te dragen. Zij moeten een borstbescherming hebben waarin zij zich op hun gemak voelen en die geen hinder betekent voor hun behendigheid tijdens de competitie.

De vrouwen die een zakvormige prothese dragen mogen niet geschikt worden verklaard voor het boksen.

De haarnetten, de baretten en de haarspelden worden door de vrouwen niet gebruikt om hun haar onder de gezichtsdekking vast te hechten. Het haar moet vastgehecht worden met gummi- of andere banden. Zij zijn verplicht een gepaste bescherming van de onderbuik te dragen die de buik en de schaamstreek beschermt.

De handschoenen voor vrouwelijke bokswedstrijden wegen 11 oncen.

§ 3. De inrichter van gemengde bokswedstrijden zal ervoor zorgen afgezonderde kleedkamers ter beschikking van de bokkers van het vrouwelijk geslacht te stellen wanneer zij van uitrusting moeten veranderen en ook voor de weging en het medisch onderzoek.

De bokkers van het zwakke geslacht worden gewogen in onderkledij, T-shirt en shorts.

§ 4. De ronden voor vrouwelijke bokskampen duren elk twee minuten.

De bokkers van het vrouwelijk geslacht mogen niet meer dan zes wedstrijden per jaar betwisten uitgezonderd de kampioenschappen.

§ 5. Het panel van de scheidsrechters bestaat uit officiële van het vrouwelijk en/of mannelijk geslacht.

§ 6. Het is ten strengste verboden mannen tegen vrouwen te laten boksen zowel ter gelegenheid van trainingen als van wedstrijden.

§ 7. De wedstrijd wordt stopgezet indien er zich een van de volgende gevallen voordoet: bloedneus, scheurwonde, bloeduitstorting of contusie (kneuzing).

§ 8. Alle bokkers van het vrouwelijk geslacht moeten een document afleveren dat door de voogdijgeneesheer of door een laboratorium voor klinische biologie werd bezorgd waarbij wordt vastgesteld dat de zwangerschapstest die ten vroegste vier dagen vóór de wedstrijd werd afgenomen negatief is.

Art. 2. Artikel 3, lid 2, van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« Ter gelegenheid van bokswedstrijden, verbindt hij zich bovendien ertoe een medisch uitgeruste ziekenwagen te voorzien in de nabijheid van de plaats waar bedoelde wedstrijd doorgaat. »

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« e) een helm in categorie "liefhebbers". »

Art. 4. Artikel 12, 4° van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« een hersenscanner. »

Art. 5. Artikel 12, 5° van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« een hartonderzoek waaronder een electrocardiogram tijdens een rustperiode en een electrocardiogram tijdens een inspanning. »

Art. 6. Artikel 14, § 1, lid 2 wordt als volgt aangevuld :

« 4° de uitslagen van een serologische test voor het opsporen van hepatitis B :

- indien de bokser negatieve Hbs antigenen en positieve Hbs anticorpsen vertoont, te wijten hetzij aan een vaccinatie hetzij aan een vroegere besmetting door de virus van hepatitis B die niet leidde tot het slepend karakter, zal hij geïmmuniseerd worden verklaard en krijgt hij zijn vergunning voor een periode van twee jaar;

- indien de bokser negatieve Hbs antigenen en positieve Hbs anticorpsen vertoont, kan hij zijn vergunning voor een periode van twee jaar krijgen;

- indien de bokser positieve Hbs antigenen vertoont, moet hij de resultaten van een dosering van Hbe antigenen voorleggen; in dat geval, mag de vergunning slechts worden toegekend onder voorbehoud dat er vóór elke wedstrijd een nieuwe dosering van Hbe antigenen voorgelegd wordt; de bokser zal slechts geschikt voor de wedstrijd verklaard worden indien hij negatieve Hbe antigenen heeft.

5° de resultaten van een serologische test voor het opsporen van hepatitis C voorgelegd hebben.

Indien de test positief is, wordt de bokser preventief ongeschikt verklaard voor een periode van twee jaar. »

Art. 7. Artikel 19 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art.19 § 1. Aan de bokser die een wedstrijd verloren heeft omdat hij heeft moeten opgeven mag gedurende een wachtperiode van 14 dagen te rekenen vanaf de datum van de laatste wedstrijd geen toelating verleend worden de training te hervatten of als trainingspartner op te treden of aan een bokswedstrijd of een exhibitie deel te nemen.

Aan de bokser die een wedstrijd met knock-out of technisch knock-out verloren heeft, mag gedurende een wachtperiode van 30 dagen te rekenen vanaf de datum van de laatste wedstrijd geen toelating verleend worden de training te hervatten of als trainingspartner op te treden of aan een bokswedstrijd of een exhibitie deel te nemen.

Aan de bokser die twee opeenvolgende wedstrijden met knock-out of technisch knock-out verloren heeft of omdat hij heeft moeten opgeven, mag gedurende een wachtperiode van 60 dagen, te rekenen vanaf de datum van de laatste wedstrijd, geen toelating verleend worden de training te hervatten of als trainingspartner op te treden of aan een bokswedstrijd of een exhibitie deel te nemen.

Indien hij drie opeenvolgende wedstrijden in dezelfde omstandigheden verliest, wordt deze wachtperiode op zes maanden gebracht met ingang van de dag van de laatste wedstrijd.

§ 2. Na een bokswedstrijd mag de bokser-liefhebber aan geen nieuwe wedstrijd deelnemen zonder volgende wachtperiodes in acht te nemen :

wedstrijd van ten minste 3 ronden : 3 dagen wedstrijd van 4 tot 6 ronden : 6 dagen.

Na een bokswedstrijd mag de beroepsbokser aan geen nieuwe wedstrijd deelnemen zonder volgende wachtperiodes in acht te nemen :

wedstrijd van ten minste 4 tot 6 ronden : 6 dagen

wedstrijd van 8 ronden : 10 dagen

wedstrijd van 10 ronden : 13 dagen

wedstrijd van 12 ronden : 20 dagen.

De wachtperiodes bedoeld in de leden 1 en 2 van deze paragraaf beginnen te lopen vanaf het begin van de boksavond.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheidspromotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 april 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitster, belast met de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van de Sport,
W. ANCIÓN

F. 98 — 1663

[98/29223]

4 MAI 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant révision du prix moyen du livre, périodique et document pour les années 1997 à 1999

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la Lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du Service public de la Lecture, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997, en particulier son article 54;

Considérant qu'il y a obligation de revoir tous les deux ans le prix moyen du livre, périodique et document, en fonction de l'évolution des prix à la consommation,

Arrête :

Article 1^{er}. Les montants fixés à l'article 54 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du Service public de la Lecture, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997, sont revus comme suit :

— adultes : livre de fiction	729 F;
livre documentaire :	834 F
— jeunes : livre de fiction :	573 F;
livre documentaire :	677 F;
— livre, périodique ou document de référence :	2 084 F;
— quotidien :	6 774 F;
— autre périodique :	3 126 F;
— CD-Rom bibliographique :	41 684 F;
— support multimédia numérique :	10 421 F.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets à la date du 15 mars 1997 jusqu'au 14 mars 1999.

Art. 3. Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mai 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE